



Photo : afp

La dirigeante de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, a été condamnée hier à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence.

Suu Kyi privée de liberté

BIRMANIE Inquiétude, révolte, colère et menaces de sanctions. La nouvelle peine d'assignation à résidence de l'opposante birmane a créé, hier, un tollé international.

La nouvelle condamnation de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi pour l'empêcher de participer aux prochaines élections a déclenché un tollé de protestations, l'UE étant la première à ouvrir le feu avec l'annonce de nouvelles sanctions contre la junte.

L'UE répondra par de nouvelles mesures ciblées à l'encontre des responsables de ce verdict et «renforcera encore les mesures restrictives» déjà adoptées, avertit la présidence suédoise de l'UE.

Les Européens veulent agir avec tous leurs partenaires et comptent sur les pressions des pays d'Asie pour obtenir la libération de l'opposante. Les premières réactions vont dans ce sens. La Malaisie a appelé hier à une réunion d'urgence de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean) «pour évoquer cette question, qui suscite une grande in-

quiétude». «Avec cette condamnation, Aung San Suu Kyi n'a aucun moyen de participer à l'élection générale de l'année prochaine, qui devrait être libre et juste», a expliqué le chef de la diplomatie malaisien, Anifah Aman.

Aung San Suu Kyi a été condamnée hier à trois ans de prison et de travaux forcés pour avoir enfreint les règles de son assignation à résidence, mais le chef de la junte, Than Shwe, a commué la peine en 18 mois de résidence surveillée. La lauréate du prix Nobel de la paix, âgée de 64 ans et de santé fragile, a déjà été privée de liberté pendant 14 des 20 dernières années.

Si aucune mesure de clémence n'est annoncée d'ici 2010, elle ne pourra pas participer aux élections nationales fixées pour l'année prochaine par la junte, ce qui est «inacceptable», a jugé le chef de la diplo-

matie belge Yves Leterme, en visite au Vietnam.

Une mascarade politique

Cette condamnation «honteuse», qui relève de la «mascarade politique», selon Amnesty International, a «attristé» et mis «en colère» le Premier ministre britannique Gordon Brown.

La Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a pressé la communauté internationale d'agir pour mettre fin à la répression «inhumaine» en Birmanie.

Le chef de l'État français Nicolas Sarkozy a pour sa part réclamé de nouvelles sanctions. Une démarche soutenue par les autorités italiennes et néerlandaises, qui ont insisté sur le caractère «ciblé» des nouvelles sanctions, pour «épargner le plus possible la population». Les Européens ne sont

jamais parvenus jusqu'ici à s'entendre sur ce point.

Le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt a pour sa part évoqué de «nouvelles restrictions commerciales pour les compagnies appartenant à l'État» birman et «une interdiction d'entrée dans l'UE pour les quatre personnes-clés responsables de la décision» de condamner Aung San Suu Kyi.

Les sanctions européennes contre la Birmanie, renforcées en 2007, incluent déjà un embargo sur les armes, une interdiction d'entrée dans l'UE et un gel des avoirs d'une dizaine de responsables de la junte, la limitation des relations diplomatiques, une interdiction d'importation sur le bois, les métaux, les minerais et les pierres précieuses ou semi-précieuses, ainsi que sur de nouveaux investissements dans des entreprises birmanes de ces secteurs.

IRAN

Des ministres expérimentés

Quelque 202 députés iraniens, sur un total de 290, ont demandé hier, dans une lettre au président Mahmoud Ahmadinejad, de choisir des ministres «capables», «révolutionnaires» et «expérimentés» pour son cabinet qui sera présenté au Parlement. Les députés ont ajouté que, «si ces conditions sont remplies», le parlement «fera preuve d'un maximum de coopération pour le vote de confiance.»

CISJORDANIE

Barghouti élu, Qoreï évincé

Marwan Barghouti, secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie et emprisonné en Israël, a été élu pour la première fois au Comité central du parti palestinien, alors qu'Ahmad Qoreï, un ancien Premier ministre, en a été évincé. 15 des 18 postes au Comité central seraient revus à de nouveaux élus.

SOMALIE

Libération d'humanitaires

Quatre employés européens de l'ONG française ACF et leurs deux pilotes kenyans enlevés en novembre en Somalie par des hommes armés ont été libérés hier après neuf mois de détention dans un pays où les étrangers sont régulièrement la cible d'enlèvements crapuleux.

RDC

Pression de Clinton

Le secrétaire d'État américain, Hillary Clinton, a indiqué avoir demandé au président Joseph Kabila de faire condamner les militaires congolais coupables de viol, lors d'une rencontre hier, dans l'est de la RD Congo, une région déstabilisée par des groupes armés. Depuis fin mars, les FARDC mènent des opérations dans l'Est contre les rebelles hutus rwandais.

PAROLES DU SUD

Au Niger, le monde paysan s'organise

Chaque mois, SOS FAIM - Action pour le développement relaie le travail de ses partenaires africains qui œuvrent dans les domaines de la microfinance et de la souveraineté alimentaire.



Au Niger, SOS FAIM soutient la FUCO-PRI (Fédération des unions et coopératives des producteurs de riz), MOORIBEN (Fédération des unions de groupements paysans du Niger) et la PFPN (Plate-forme paysanne du Niger).

Le Niger est un pays rural de la zone sahélienne où 90% de la population vit de l'agriculture. Mais il serait plus juste de dire que 90% de la population s'efforce de survivre du travail de la terre.

Peu de pays au monde qui ne soient en guerre enregistrent des taux de malnutrition sévère aussi élevés. Pendant un gros trimestre, les paysans parviennent à se nourrir de leur propre production. Malheureusement, pour les mois restants, les faibles revenus tirés de leur travail leur permettent difficilement d'acheter la nourriture nécessaire à leur subsistance.

Depuis 2008, avec la hausse du prix des céréales, les riziculteurs tirent enfin leur épingle du jeu. Ils parviennent à écouler une produc-

tion totale de 60 000 tonnes à un prix rémunérateur. Néanmoins, le pays reste dépendant des importations à hauteur de 250 000 tonnes par an.

Pourtant, dans la région du fleuve Niger, on recense quelques 270 000 hectares de surfaces cultivables en riz, soit de quoi produire le volume importé ! Mieux, le budget consacré par l'État à l'achat de riz en provenance d'Asie du Sud-Est permettrait l'aménagement des surfaces cultivables et le renforcement de la filière de riz local, pour peu que ce budget soit transféré au développement du secteur agricole...

Face à toutes ces difficultés et au déficit de politiques publiques efficaces, le monde paysan nigérien s'efforce de se structurer. La dynamisation de la filière rizicole est l'un des chevaux de bataille de la FUCO-PRI. Comme elle, l'organisation paysanne MOORIBEN qui, en 16 années d'existence, est parvenue à rassembler plus de 60 000 membres issus de 25 unions de groupements

paysans, milite pour le renforcement du monde rural.

Son secrétaire exécutif, Mamoudou Hassane, explique : «Avec 50% de paysans qui participent désormais à la vie associative au Niger contre seulement 3% à nos débuts, nous sommes convaincus que nous sommes sur la bonne voie. C'est un long combat pour la reconnaissance de droits, dans un pays où les paysans ne sont pas reconnus, où les gens n'ont pas l'habitude de s'exprimer, où l'analphabétisme est élevé...»

Un mouvement irréversible

De fait, les paysans comprennent peu à peu l'avantage de la cohésion et de la mutualisation des moyens : accès aux intrants, à l'information, aux formations, aux services d'épargne et de crédit...

Les gouvernants doivent désormais compter avec ce mouvement : en janvier 2008, à l'initiative de la

PFPN, s'est tenue la première édition de la Journée du paysan qui avait réuni 3 500 agriculteurs. Les organisations paysannes ont salué le progrès que constitue la mise en place d'un espace de dialogue entre l'État et le monde rural. Elles ont demandé au président davantage d'investissements dans le secteur agricole, le soutien aux petites exploitations familiales, ou encore un meilleur accès aux financements pour les agriculteurs.

Une seconde édition de cette Journée du paysan a été organisée début 2009, mais depuis, le contexte politique du pays s'est largement dégradé. Le Président Mamadou Tandja, élu démocratiquement en 1999 (et réélu en 2004), a en effet organisé, le 4 août dernier, un référendum ouvrant la voie à son maintien au pouvoir, ce que la constitution actuelle lui interdit.

Pour que l'ambition de l'organisation paysanne MOORIBEN («La misère est finie» en langue djerma songhaï) ne soit pas un vœu pieu, le Ni-

ger a besoin d'appuis extérieurs. C'est le rôle des ONG internationales qui financent et renforcent les organisations de la société civile, dans un contexte où les politiques publiques en faveur de l'agriculture sont encore trop timides.

Mais la dérive du régime en place risque de remettre en cause une partie des financements venus du Nord : alors que la Commission européenne a déjà suspendu une partie de son appui financier, la Belgique envisage le gel d'une enveloppe de 8 millions d'euros pour 2009.

En tout état de cause, nos partenaires témoignent que le chemin accompli est irréversible et que la dérive politique, aussi inquiétante soit-elle pour les libertés publiques, ne saurait renverser le mouvement de fond d'une société civile qui fait l'apprentissage de la mobilisation et de la responsabilité.

Marine Lefebvre et Nedjma Benmegouch

www.sosfaim.org